



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Direction Générale des
Services

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

Objet de la délibération:

Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Demande de prorogation du délai de dépôt

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Stéphan CERET, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Richard STRAMBIO, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sylvie FRANCIN, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES, Alain HAINAUT, Florence LEROUX, Christine NICCOLETTI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
- 8 JUIL. 2015

Affiché le

- 7 JUIL. 2015
Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

L'accessibilité des lieux publics est un enjeu essentiel pour notre société. La loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services. Elle fixe l'obligation aux propriétaires et exploitants d'Etablissements Recevant du Public (ERP) et d'Installations Ouvertes au Public (IOP) de rendre accessible leur site avant le 1^{er} janvier 2015.

Cette loi n'ayant pas été suffisamment suivie d'effets, l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 crée l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP), document permettant aux propriétaires et gestionnaires d'ERP et d'IOP de poursuivre ou de réaliser la mise en conformité après le 1^{er} janvier 2015.

La Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) travaille donc actuellement à l'élaboration de son Ad'AP. Son patrimoine comprend 58 Etablissements Recevant du Public (ERP) et 20 Installations Ouvertes au Public (IOP), dont la liste est détaillée en annexe.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a questionné, le 16 janvier 2015, ses communes afin d'étudier la pertinence d'une mutualisation de notre action en matière d'accessibilité. Officiellement lancée le 25 février 2015, et présentée aux communes lors de la réunion plénière du 17 mars 2015, la démarche « Ad'AP » est donc une première action de mutualisation.

Le groupement de commandes, constitué le 20 avril 2015, comprend la CAD, coordonnatrice du groupement, et les communes d'Ampus, Les Arcs-sur-Argens, Bargemon, Callas, Châteaudouble, Clavières, Figanières, Lorgues, Montferrat, La Motte, Le Muy, Taradeau, Vidauban, Salernes, Sillans-la-Cascade et Saint Antonin du Var.

La consultation, visant à traiter les 382 ERP et IOP du patrimoine des membres du groupement, a été lancée le 28 avril 2015 pour :

- réaliser les diagnostics accessibilité des ERP et IOP,
- élaborer les Ad'AP, et éventuellement les demandes de dérogations.

La notification au(x) prestataire(s) et le démarrage de la mission sont prévus début juillet 2015.

Il apparaît, dès lors, peu probable de disposer de l'ensemble des Ad'AP avant le 27 septembre 2015, du fait :

- des délais de la procédure d'appel d'offres, et donc des délais d'obtention des diagnostics et de réalisation puis validation des programmes de travaux,
- des difficultés potentielles de mobilisation des diagnostiqueurs actuellement très sollicités par l'ensemble des propriétaires d'ERP et d'IOP.

De plus, bénéficier de délais supplémentaires répondrait à la volonté de la CAD de :

- transmettre un Ad'AP réalisable techniquement et financièrement, et concerté, support de travail fiable pour la mise en accessibilité de nos sites,
- réussir cette action « test » dans le cadre de notre projet de mutualisation,
- générer des économies d'échelles dans un contexte financier tendu.

La CAD a donc transmis en Préfecture le 6 mai 2015, une demande de prorogation d'un an, du délai de dépôt de l'Ad'AP afin de mener à bien ce travail conséquent.

L'arrêté du 27 avril 2015, entré en vigueur le 9 mai 2015 relatif aux conditions d'octroi des demandes de prorogations des délais de dépôts des Ad'AP, liste les pièces à fournir, notamment la délibération autorisant le Président de la CAD à demander cette prorogation des délais.

La Préfecture nous indiquera donc que notre dossier est incomplet et nous demandera cette pièce manquante.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Transport, Mobilité Durable et Accessibilité du 11 juin 2015, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver la demande de prorogation pour une durée d'un an, du délai de dépôt des Ad'Ap pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise,
- Autoriser Monsieur le Président à déposer le dossier afférent auprès de Monsieur le Préfet,
- Autoriser Monsieur le Président à signer tous documents afférents à cette demande.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Olivier Audibert-Troin".

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.